

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 05/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société IBE TEXTILES COLORS

4, route de Valence
26760 BEAUMONT LES VALENCE

Référence : 20220628-RAP-DAEN0559

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2022 dans l'établissement IBE implanté 4 route de Valence – 26760 BEAUMONT LES VALENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Signalement par l'exploitant d'un incident d'écoulement d'effluent industriel vers le ruisseau de l'Ecoutay.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IBE
- 26760 BEAUMONT LES VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site IBE, situé au cœur de Beaumont-Les-Valence, est spécialisé dans l'impression sur étoffe à partir de machines rotatives et d'impression jet d'encre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau consommation – prélèvements - sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
3	Qualité des rejets	AP Complémentaire du 17/07/2008, article Annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.8.1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires
5	mesures relatives à la sécheresse	Annexe 1 de l'arrêté Préfectoral sécheresse n°26-2022-05-31-00002 du 31/05/22	/	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.1.2	/	Sans objet
2	rejet industriel	Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection liée à un incident met en évidence plusieurs non-conformités et la nécessité de vérifications sur le thème de la gestion des effluents.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 700 m ³ /j et ce pour un débit instantané maximal de 70 m ³ /h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.
Constats : La moyenne des prélèvements depuis le début de l'année se situe à 344 m ³ /j.
Observations : L'annexe 1 a été modifiée en 2008 afin d'abaisser le volume prélevable de 800 à 700 m ³ /j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°2 : rejet industriel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet
Prescription contrôlée : Les rejets s'effectuent pour les eaux industrielles polluées dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration de PORTES LES VALENCE.
Constats : En fonctionnement normal, aucun rejet n'est dirigé vers le milieu naturel à l'exception d'un rejet d'eau claire, issu d'un osmoseur. Conforme.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°3 : Qualité des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2008, Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : 2- Valeurs limites
Constats : Conformément à leur arrêté préfectoral, la société IBE analyse une fois par mois les paramètres suivants: MES, DBO ₅ , DCO, AOX, NO ₂ , NO ₃ , Pb, Zn, Ni, Cu, HCT Les paramètres suivants sont analysés en continu : T°, PH, NTK Des dépassements de VLE sont régulièrement observés : 19/01/22: DBO ₅ (399 mg/l pour 200); DCO (1039 mg/l pour 1000); 21/02/22: DBO ₅ (419 mg/l pour 200); 15/03/22: DBO ₅ (236 mg/l pour 200); DCO (1034 mg/l pour 1000);
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle n°4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1996, article 4.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.
Constats : Le 16 juin, un effluent s'est écoulé en provenance d'un bac de décantation situé à l'arrière de l'usine aux abords du ruisseau : L'Ecoutay. Le rejet s'est produit en raison du désamorçage d'une pompe et de la vétusté du bac de décantation en béton qui comportait des fuites. La production a été arrêtée dès connaissance de l'incident. Les quantités émises correspondent à quelques litres. La pollution est visuelle dans le lit bétonné du "cours d'eau" à sec. Les produits rejetés sont des encres. Les fiches de données de sécurité ne font pas état de mention de danger pour l'environnement. On notera par ailleurs que le produit était fortement dilué. La classification des encres en matières de danger pour la santé humaine correspond à des risques allergiques et des irritations. Des problèmes de santé pourraient apparaître en cas d'exposition chronique à ces produits par ingestion ou inhalation, ce qui ne correspond pas à la situation présente.
Observations : Compte tenu de la nature du milieu récepteur c'est à dire un "caniveau bétonné" souillé par des arrivées d'eaux usées non traitées issues de déversoir d'orage, des faibles quantités émises et de l'absence de danger des produits en particulier à ces taux de dilution, aucune mesure de gestion n'a été proposée. En ce qui concerne le bac de décantation, l'exploitant a procédé à la réparation des fuites et a modifié le dispositif de pompage. L'inspection de l'environnement demande la mise en place d'un système d'alarme de niveau haut reporté au niveau de l'usine afin de pouvoir prévenir ce genre d'incident. Également, comme l'a indiqué l'exploitant, l'étanchéité totale du bac de décantation doit être refaite au cours de l'arrêt usine du mois d'août 2022. Compte tenu de la vétusté des caniveaux béton de l'usine qui véhiculent les effluents (dégradation de la surface du béton), l'inspection de l'environnement propose à madame la préfète d'imposer un diagnostic complet du réseau de collecte de l'effluent industriel par une entreprise spécialisée afin de s'assurer de l'absence de fuite et de l'étanchéité de ce réseau. En cas de doute, une surveillance de l'eau souterraine pourra être demandée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle n°5 : Mesures relatives à la sécheresse

Référence réglementaire : Annexe 1 de l'arrêté Préfectoral sécheresse n°26-2022-05-31-00002 du 31/05/22
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les ICPE : Industries et ICPE ne disposant pas d'arrêtés préfectoraux de modalités de limitation de leurs prélèvements d'eau : Diminution globale de 40 %.
Constats : L'arrêté sécheresse prévoit 40 % de réduction de la consommation globale. L'exploitant n'a pas mis en place cette réduction sur la période de sécheresse en cours.
Observations : Le volume prélevable a été abaissé en 2008 de 800 à 700 m³/j. La consommation moyenne depuis le début de l'année est de 344 m³/j soit environ 50 % de moins que le volume autorisé grâce notamment à la mise en place de nouvelles machines à jet d'encre et de boucles de recyclage. L'application de cette réduction est susceptible d'entraîner une baisse de production sensiblement égale au taux de réduction de la consommation d'eau soit 40 %.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires